

Monoparentalité et pauvreté: la configuration française

Claude Martin, sociologue, directeur de recherche
au CNRS, Science Po Rennes
Chaire 'Social care' de l'EHESP

La pauvreté des ménages monoparentaux: une question moins visible qu'il y a 30 ans

- L'approche de la question des liens entre monoparentalité et pauvreté a connu en France plusieurs étapes depuis la fin des années 1960 et sans remonter à l'Ancien Régime et à la question des enfants trouvés et des bâtards
- En proposant la notion de famille monoparentale au début des années 1970, des féministes avaient pour but de dé-stigmatiser ces ménages en leur reconnaissant le statut de famille à part entière
- Les années 1980 ont été marquées par l'idée que ces ménages étaient particulièrement vulnérables et soumis à un risque de pauvreté, d'où la politique de soutien par un revenu minimum provisoire: l'API (1976)
- Depuis le milieu des années 1990, la monoparentalité ne fait plus l'objet d'une attention particulière. La pauvreté qui retient l'attention est plus celle des hommes isolés et des jeunes en errance.

Plan

- Faire un rapide point sur l'état de la pauvreté et de la précarité en France
- Dresser un bilan du phénomène de la monoparentalité et de ses liens avec la vulnérabilité
- Présenter la manière dont ces évolutions de la famille ont été prises en compte par les pouvoirs publics et les tendances des politiques de la famille actuellement

1. Pauvreté - précarité

Un rapide état des lieux

La pauvreté diminue

- Importante réduction de la pauvreté entre 1970 et 1990
 - Soit, pour un seuil de pauvreté à $< 50\%$ du niveau de vie médian, une diminution du nombre de personnes pauvres qui passent de 6,5 millions à 4,5 millions, et un taux de pauvreté qui passe de 13,5% en 1970 à 7,9% en 1995
- Ce taux demeure relativement stable depuis lors, mais une nouvelle augmentation se dessine depuis 2005
 - En 2007, on dénombre 4,3 millions de personnes pauvres, soit un taux de 7,2%
- Au niveau européen, le seuil de pauvreté de référence est aussi souvent $< 60\%$ du niv. vie médian. Le taux de pauvreté est alors de 13,4% en 2007, avec 8 millions de personnes concernées

Une augmentation considérable du taux d'emploi des femmes

- De 1970 à 2000, en lien avec la tertiarisation de l'économie, 3,9 millions de femmes ont rejoint le marché du travail et seulement 422000 hommes
- Autrement dit, 90% des nouveaux emplois sur la période ont été occupés par des femmes
- La participation au marché du travail tend de plus en plus vers la parité: près de 47% des travailleurs sont des travailleuses
- Mais les inégalités demeurent:
 - Inégalités devant le chômage même si l'écart se resserre
 - La présence des femmes varient selon les secteurs d'activité
 - Les femmes gagnent $\frac{1}{4}$ de moins que les hommes (principalement à cause d'un écart de temps de travail)
 - En tenant compte des différences liées au poste, à la qualification, au secteur d'activité, à la situation familiale, un écart de 6-7% de salaire pourrait correspondre à un effet de discrimination

Mais la précarité explose

- Le nombre d'emplois précaires a augmenté de 2,5 millions entre 1983 et 2005, ce qui correspond à 60% des nouveaux emplois créés sur la période
- 5 fois plus d'emplois temporaires
- 4 fois plus d'emploi à durée déterminée
- 3 fois plus d'apprentis ou de stages
- 3 fois plus d'emplois aidés par les pouvoirs publics
- 2 fois plus de personnes en sous-emplois (occupant des temps partiels et souhaitant travailler plus)
- En 2003, 4 millions de personnes occupaient donc des emplois précaires (16% de la force de travail), auxquels il faut ajouter les 2,6 millions de demandeurs d'emploi, soit un « précarariat » qui concerne 6,6 millions de personnes

Le précarariat affecte plus particulièrement les femmes

- 56% des 760 000 chômeurs découragés sont des femmes
- 66% des 220 000 chômeurs non disponibles immédiatement car ils assument des responsabilités familiales sont des femmes
- 3/5 des 995 000 personnes exclues des statistiques du chômage car elles ont travaillé plus d'une heure au cours de la semaine précédent l'enquête emploi, sont aussi des femmes
- Près d'un million de femmes subissent le sous-emploi (à comparer à 323000 hommes)
- 5,3 millions d'emplois sont non qualifiés (femmes de ménage, vendeuses, gardiennes d'enfants, employés dans la grande distribution, caissières, etc) et occupés à 80% par des femmes

2- Les familles monoparentales

Évolution de leur nombre et de leur situation économique et sociale

Evolution du phénomène

- Les familles monoparentales représentaient 10% des familles avec au moins un enfant de moins de 25 ans en 1982, 13,2% en 1990, 17% en 1999 et 20% en 2005
- On dénombre donc 1,760 000 familles monoparentales, dont 85% correspondent à des ménages de mères en situation monoparentale
- L'augmentation est principalement due à l'accroissement du divorce (l'indice conjoncturel de divortialité était de près de 50% en 2007)
- 2,84 millions d'enfants et de jeunes de moins de 25 ans vivent en 2005 dans un ménage monoparental, soit 17,7% des moins de 25 ans (à comparer à 7,7% en 1968)

Lone mothers and fathers as percent of all lone parents in France and the UK Source: INSEE, 1999.

	Divorced / separated mothers	Widowed mothers	Never- married mothers	Lone fathers
Fr	48	9	29	14
UK	48	3	45	4

La pauvreté des ménages monoparentaux

- En 2005, près de 30% des ménages pauvres ayant des enfants étaient des familles monoparentales (dans 9 cas sur 10 des mères en situation monoparentale)
- 27% des familles monoparentales vivent en dessous du seuil de pauvreté, alors que ce n'est le cas que de 12% des couples avec enfants
- La pauvreté de ces mères en situation monoparentale (SMP) est principalement liée à leur position sur le marché du travail
- Si le taux d'activité des mères en SMP est proche de celui des mères en couples, cette égalité masque d'importantes disparités

	Parents isolés	Parents en couple	Mères isolées	Mères en couple	Pères isolés	Pères en couples	Total
Taux d'emploi	68.3	78.8	66.8	67.9	78.7	89.7	77.9
Taux chômage	14.4	6.9	15.0	8.3	10.4	5.6	7.5
% chômage de longue durée (> 1 an)	55.4	38.3	57.1	38.3	37.6	38.5	41.1
Inactivity rate	17.3	14.3	18.2	23.8	10.9	4.8	14.5

^aCes parents ont des enfants de moins de 18 ans. Source: INSEE, 2004.

Type of households	Poverty rate
Households with householders less than 65	6.9
People living alone	12.5
Couples with or without children	5.5
Active man, inactive women with one child	8.0
Active man, inactive woman with 2 children	5.8
Active man, inactive woman with 3 or more children	10.2
Active man and woman with 1 child	2.6
Active man and woman with 2 children	2.7
Active man and woman with 3 or more children	4.8
Lone parent families	12.2
Lone fathers (active and inactive)	7.2^a
Inactive lone mothers	25.0
Active lone mothers	9.9
All individuals	6.2

^a Numbers of fathers are too small to distinguish between active and inactive. A large majority of them are active. Source: INSEE-DGI, 2004.

Rate of poverty (50% threshold) of lone parent households before and after social transfers, compared to other households, 2001

	Before social transfers	After family transfers	And after minimum income	And after housing transfers	After all social transfers
Lone parent families	41.7	33.2	29.1	14.0	13.9
Couples with dependent children	17.9	10.0	9.3	6.2	6.2
All households with dependent children	20.5	12.6	11.5	7.1	7.1
All households	15.8	a	a	6.1	a

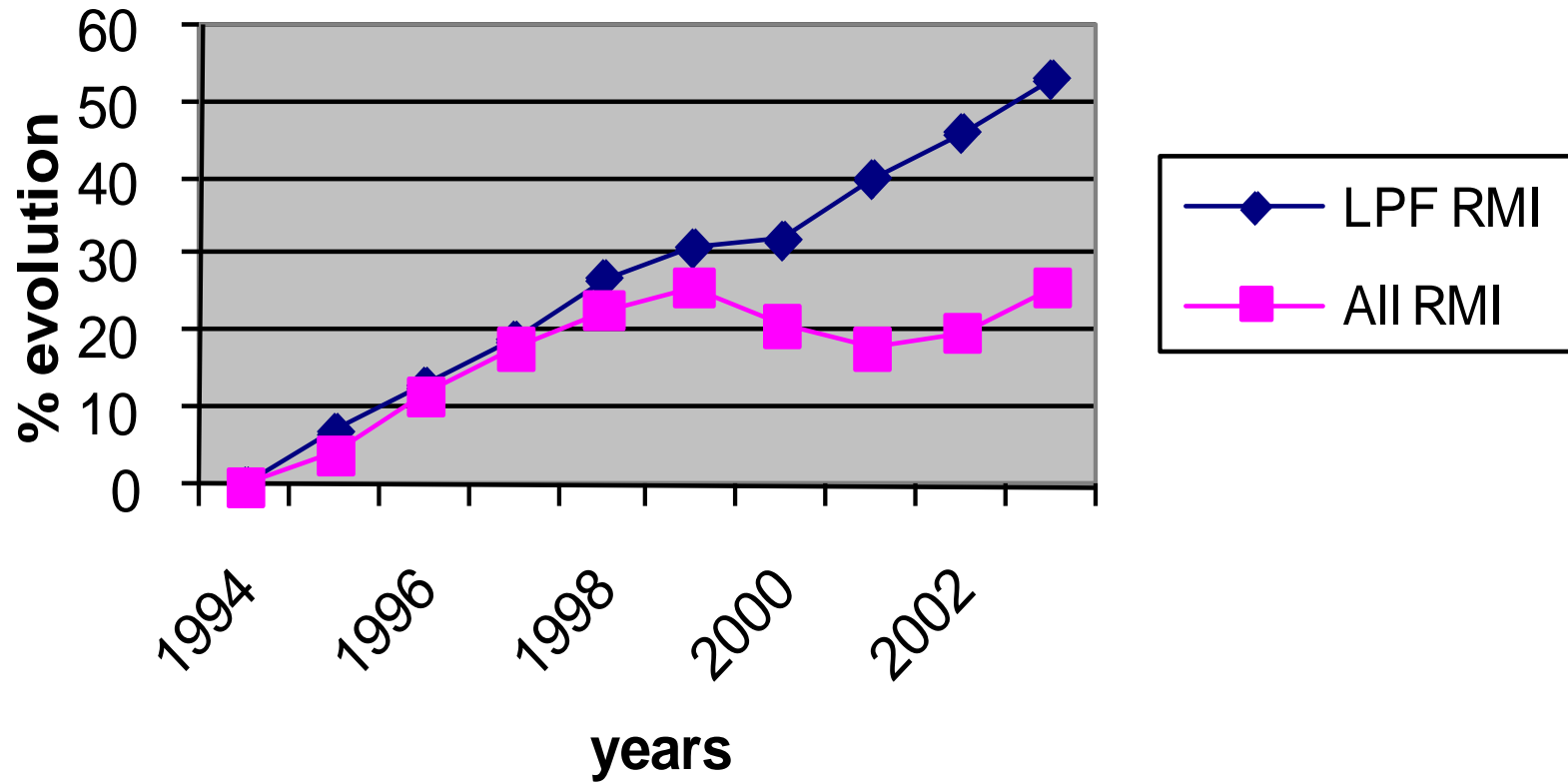
Source: Algava et al., 2005

Les ménages monoparentaux bénéficiaires d'un minima social

- En 2003, environ 480 000 personnes en situation monoparentale recevaient un revenu minimum
 - 189 000 recevaient l'Allocation de parent isolé
 - 290 000 recevaient le RMI
- Les familles monoparentales représentent 1 / 4 de l'ensemble des bénéficiaires du RMI
- Mais la situation de ces ménages s'est détériorée au cours de la période récente
 - Le nombre des bénéficiaires de l'API a augmenté de 24% entre 1998 et 2005 (passant de 163 000 à 206 000)

□

Evolution of lone parent families receiving RMI compared to all RMI recipients



3- Evolution des politiques en direction de la famille en France

Les politiques familiales en France

- Un des pays européens qui a fait le plus tôt et le plus explicitement de la famille une affaire d'Etat
- Le niveau d'investissement public dans les politiques de la famille est cependant variable selon la définition de son périmètre
- Ce secteur d'action publique a connu d'importantes évolutions depuis sa ré-institutionnalisation en 1945-1946
- On peut distinguer 4 grandes périodes qui correspondent aussi à l'influence d'un certain profil d'élites de la protection sociale

Principales étapes des politiques de la famille en France

	Familialisme	Individualisme
Universalité	I: 1945 – 1965 L'âge d'or de la politique familiale Française	II: 1965 – 1975 Reconnaissance des droits des femmes
Selectivité	III: 1975 – 1985 Ciblage des familles les plus vulnérables	IV: 1985 – 2005 Promotion de l'emploi des femmes et de la conciliation vie familiale / vie professionnelle par une politique duale dite de « libre choix »

D'un Etat-providence protecteur

- La politique de soutien aux familles monoparentales intervient durant la période 1975-1985, période de « redécouverte de la pauvreté dans les pays riches » (Stoleru)
- Cette politique a trois principaux objectifs:
 - Garantir un revenu minimum pour les FMP les plus pauvres
 - Rendre le retour sur le marché du travail plus facile par le développement d'une politique de la petite enfance (crèches notamment)
 - Soutenir ces ménages en versant une prestation pour compenser le non-paiement des pensions alimentaires
- Le principal instrument de cette politique est l'Allocation de parent isolé (API) créée en 1976

à une politique d'activation

- Les critiques sur les effets pervers de l'API se sont multipliées entre la fin des années 1980 et la fin des années 1990
- Pour autant malgré les pressions de certains parlementaires et experts, aucune réforme ne vient bouleverser le paysage: l'API est maintenue
- Un nouveau débat émerge en 2000, à propos de l'incitation à revenir sur le marché de l'emploi (170000 FMP bénéficient alors de l'API soit une dépense totale de 716 millions d'€)
- En 2003 est instauré le Revenu minimum d'activité qui se présente comme une mesure de workfare (logique de contrepartie)

Le pari du Revenu de solidarité active

- La campagne présidentielle de 2007 et l'élection de Nicolas Sarkozy a été marquée par le retour d'une stigmatisation des assistés: renforcer l'éthique du travail; travailler plus pour gagner plus
- Martin Hirsch, haut fonctionnaire plutôt marqué à gauche rejoint le gouvernement comme Haut commissaire aux solidarités actives pour mettre en œuvre un nouveau dispositif: le RSA
- Ce RSA bouleverse la protection sociale en rendant plus floue la frontière entre sphère de l'assistance et sphère de l'emploi
- Comme d'autres, les mères seules bénéficiaires du RSA seront des travailleuses assistés.

Pour en savoir plus

- Voir notre chapitre intitulé

Feminization of Poverty in France: A latent issue

Dans l'ouvrage édité par **Gertrude Schaffner
Goldberg**

Poor Women in Rich Countries

*The Feminization of Poverty over the Life
Course*

Oxford University press, 2010